

Le culture club du « Devoir »

Mario Pelletier

Volume 26, numéro 6 (156), décembre 1984

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/31212ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Pelletier, M. (1984). Le culture club du « Devoir ». *Liberté*, 26(6), 113–119.

MARIO PELLETIER

LE CULTURE CLUB DU «DEVOIR»

NDLR: Etant donné l'importance que reconnaît au quotidien *Le Devoir* l'ensemble de la communauté intellectuelle, *Liberté* a jugé bon d'ouvrir ses pages à ce témoignage de l'ex-directeur de la section culturelle du journal, monsieur Mario Pelletier, dans l'espoir que se trouve ainsi amorcé un débat qui paraîtrait utile à plusieurs.

*Je décline nos certitudes ignorantes
Nos approximations honteuses
J'erre sur la place terrible de la parole.*
Jean-Louis Roy*

Qu'est-ce qui ne va plus au *Devoir*? Qu'est-ce qui ne tourne pas rond? Pourquoi tous ces départs de journalistes depuis un an et quelque? Pourquoi la distribution du *Devoir* est-elle si erratique en dehors de Montréal? Pourquoi tant de fautes dans les titres et dans les textes? Sans parler des rectificatifs qui se multiplient. Des signes parmi d'autres. Ah, décidément, il y a quelque chose de pourri au royaume du *Devoir*, mon cher Henri Bourassa! Est-ce le roy? Est-ce la reine? Ou les deux?

Le Devoir n'est plus ce qu'il était. Je m'en suis rendu compte après une expérience malheureuse de cinq mois, où j'ai essayé tant bien que mal de donner

* *Les Frontières défuntes, Montréal, Déom, 1972.*

un nouvel élan au secteur culturel. Avec les moyens qu'on me donnait. Or justement j'y ai trouvé de plus en plus d'entraves et de moins en moins de soutien. J'ai vite déclaré forfait dans la mission culturelle que je m'étais donnée. Car la mission était impossible, et comme à l'impossible nul n'est tenu, de missionnaire je suis devenu démissionnaire.

Quand j'ai assumé la direction des pages culturelles du *Devoir* le printemps dernier, je ne savais pas dans quoi je m'embarquais. C'est une galère, bien sûr, j'aurais dû m'en douter, j'aurais dû écouter les âmes charitables qui m'avaient prévenu. Une galère qui s'en va dans on ne sait plus trop quelle direction, avec des gardes-chiourmes pour fouetter les galériens de la rédaction, les forçats du pica, la chiourme des journalistes qui s'échinent. Non, j'exagère à peine. *Le Devoir* est devenu une boîte infernale où l'on sue le stress et le surmenage, la *sweatshop* du journalisme québécois. Des conditions de travail dignes du 19^e siècle. De longues heures de boulot pour un salaire médiocre. Pourquoi? Parce qu'on veut en faire deux fois plus avec le même personnel. Pour concurrencer *la Presse* ou *la Gazette* sans doute, on a doublé l'épaisseur du journal en semaine et le samedi. Le syndrome de la grenouille qui veut se faire aussi grosse que le bœuf. Et cette métamorphose s'est produite durant le week-end de Pâques: le quotidien de la rue Saint-Sacrement est ressuscité tout à coup sous les nouvelles espèces de l'économique et des loisirs. L'équipe du journal, elle, est restée au Vendredi saint: nullement augmentée, elle se crucifie chaque semaine pour produire ce journal épaissi mais qui ne se rendait même plus dans les Laurentides cet été.

Je suis un idéaliste impénitent, j'ai toujours cru en la mission culturelle du *Devoir*. Je voulais la poursuivre envers et contre tout. Les premiers temps je ne comptais pas mes heures; le petit matin me trouvait souvent encore dans la salle de rédaction, en train de mettre la dernière main aux textes du cahier. Je marchais au carburant de l'enthousiasme. J'espérais, je

croyais qu'on allait me soutenir.

Puis un jour j'ai compris. J'ai compris que le climat avait vraiment changé au *Devoir* quand j'ai vu un immense poster de Boy George trônant au-dessus du pupitre, le cerveau de la salle de rédaction. J'ai compris que je n'étais plus dans le coup, que je n'avais ni l'air ni la chanson du nouveau Culture Club de la rue Saint-Sacrement. J'aurais dû pourtant m'en douter, quand le directeur de l'information et le chef du pupitre s'obstinaient à dire «pages spectacles» au lieu de pages culturelles. C'est un signe, mais il y en a tant, on ne s'arrête pas à ça. Et puis tout à coup, paf! ça vous saute en pleine face. Boy George, bien sûr, Boy George!

Non seulement les journalistes du *Devoir* sont mal payés pour la somme de travail qu'ils fournissent, mais les pigistes eux sont carrément sous-payés. C'est à ce point que des petites revues ne tirant qu'à quelques milliers d'exemplaires paient souvent leurs collaborateurs mieux que le quotidien de la rue Saint-Sacrement. (En 1983, on a carrément demandé aux collaborateurs littéraires de travailler gratis.) Oui, mais ce n'est pas rien d'écrire dans *le Devoir*. Un public de choix, l'élite de la nation. Cet argument, la rédactrice en chef vous le répétera à satiété. L'argument du tremplin. Le chantage de la trampoline. Comme si *le Devoir* ne vous publiait que dans votre intérêt à vous. Nos éducateurs classiques utilisaient le même genre d'argumentation pour nous faire bosser. Un système d'exploitation qui en vaut d'autres. Et en avant, les marathoniens du stress!

Va pour l'économique, va pour la finance — le cahier économique est une excellente initiative en soi —, mais pas au détriment de ce qui a fondé jusqu'ici la personnalité et l'influence intellectuelle du *Devoir*: la critique politique et culturelle.

La nouvelle direction a crié sur tous les toits qu'elle voulait renforcer le culturel. Mais est-ce le renforcer quand on ne donne pas à la direction culturelle les moyens de fonctionner? Quand il devient humainement impossible — à moins de ne plus dor-

mir et de travailler sept jours par semaine — de faire de la belle ouvrage?

Imaginez un peu: le directeur des pages culturelles doit diriger, encadrer, suivre constamment une équipe d'une trentaine de journalistes et collaborateurs, et il n'a pas même un statut de cadre au sein du journal. Outre ce travail de direction, d'orientation et de planification, avec la responsabilité qui en découle, il doit assumer lui-même une tâche de secrétaire-réceptionniste, dépouillant chaque jour un courrier volumineux et répondant aux lettres et aux innombrables appels téléphoniques (le culturel est à cet égard le secteur le plus sollicité du *Devoir*). D'autre part, le directeur culturel doit aussi se taper toute la mise en page du cahier du samedi et des pages quotidiennes. Et puis tâcher d'écrire régulièrement pour ne pas exercer une direction fantôme. Avec le résultat qu'on finit par faire des journées de fou. Et si on a le malheur d'exiger le paiement de temps supplémentaire, la rédactrice en chef vous fait venir dans son bureau et vous demande ce qui ne va pas. En deux temps trois mouvements, elle vous signifie: primo, que le journal n'a pas les moyens de payer du temps supplémentaire; secundo, que c'est à vous de vous «organiser» pour ne pas en faire.

Justement, il n'y a qu'un seul moyen de «s'organiser» dans ces conditions pour ne pas faire de temps supplémentaire: bâcler, cesser de planifier, laisser aller les choses au petit bonheur. C'est ce qu'on fait en général quand on veut garder sa job. Mais, je vous l'ai dit, je suis un maudit idéaliste, et têtu par-dessus le marché! Je ne pouvais accepter en conscience de faire médiocre. J'avais attaché mon nom à un nouvel élan, à de nouveaux projets. J'envisageais pour le *Devoir* un regain de rayonnement culturel, l'élargissement des horizons, les avenues éclairées d'un journal métropolitain de qualité internationale. Naïf, cent fois naïf! On m'a claqué au nez les portes de l'enclos paroissial. Ligoté dans le réseau des calculs lilliputiens pour sauver l'accessoire aux dépens de l'essentiel. Bouclé dans la camisole esclavagiste de l'ef-

ficacité industrielle au moindre coût. Moi et mes grands desseins, j'avais l'air fou, car on s'en fichait pas mal, hé, Boy George! Vitesse et efficacité avant toutes choses, pourvu que les pages soient bien bourrées, et le reste n'est que littérature.

J'aurais dû méditer davantage sur le poster de Boy George. J'aurais compris certains travestissements subtils, les glissements qui commençaient à s'opérer du culturel aux loisirs. On aura remarqué sans doute que le cahier culturel a maintenant un compagnon dit «... à loisir», qui lui ressemble de plus en plus comme un frère, avec des informations et reportages nettement culturels, sur l'architecture, sur des spectacles de variété et sur les choix du *Devoir* en musique, en théâtre, en cinéma et en arts visuels. Je n'ai rien contre, c'est de la culture en sus, mais quand on est directeur culturel, c'est un peu embêtant de se voir ainsi doublé, et même siphonné. Car voilà maintenant que les pages cinéma se retrouvent dans le cahier *Loisir*. Elles y ont passé une semaine avant mon départ, sans crier gare, comme un éboulement naturel. Il était techniquement impossible de faire autrement, comme m'a dit le directeur de l'information, qui n'avait pas l'air de voir l'incongruité de la situation, qui semblait d'ailleurs trouver la chose normale: après tout, culture et loisirs c'est du pareil au même, n'est-ce pas?

Or donc, sous le patronage spirituel de Boy George, le très sérieux *Devoir* se maquille, se travestit, se contorsionne pour danser un nouveau rythme infernal et spectaculaire. Du dancing sans break.

Mais d'où vient ce nouvel esprit, si on peut l'appeler ainsi? C'est qu'il y a cheval de Troie en la demeure. Et le nouvel Ulysse qui télécommande la manœuvre s'appelle Péladeau.

Boy George et Péladeau, qu'est-ce à dire? Avant de tout mélanger, retournons plutôt au début de l'histoire. L'histoire de l'avènement d'un nouveau pouvoir.

Jean-Louis Roy est nommé directeur en novem-

bre 1980. Courte lune de miel avec les journalistes, rompue définitivement par la grève du printemps 1981. Départ de Michel Roy l'année suivante. Lise Bissonnette devient rédactrice en chef. Elle prend en charge le côté proprement journalistique, qui dépasse Jean-Louis Roy. Mais son pouvoir est mal assuré. Il y a quelque contestation dans la salle de rédaction et surtout au pupitre, de la part de gens qui ont été ses pairs ou ses patrons.

Donc le climat se détériore entre la nouvelle direction et le pupitre. Départ presque coup sur coup du directeur de l'information et du chef du pupitre. On va chercher à l'extérieur un chef de pupitre, manifestement pour mater la salle, puis on veut le promouvoir tout de go directeur de l'information. Les adjoints au pupitre (chefs des différents secteurs) menacent de démissionner en bloc. La direction fait marche arrière. Mais elle se rabat sur un ancien journaliste de *la Presse*, qui se proposait seulement comme rédacteur économique. On le propulse directeur de l'information. De but en blanc. Quelques semaines après, il subissait une opération à cœur ouvert. Six mois de repos forcé. Aujourd'hui il prend les choses du bon côté. Il a fait placarder ce grand poster de Boy George derrière le pupitre, pour donner la mesure, et il danse du bon pied. Il connaît la musique.

Entre-temps, du côté de l'administration, on apportait aussi un peu de changement en donnant la direction des services administratifs à un ancien employé de Québecor. Qui a, soit dit en passant, imposé le style de ses anciens employeurs. Il est remarquable que tout cela se soit passé au moment où Péladeau, non content d'imprimer *le Devoir* et de le distribuer, a fourni les ordinateurs et les claviers-écrans individuels qui servent à la rédaction. De sorte que le journaliste du *Devoir* tape ses articles sur des machines étiquetées «propriété de Québecor».

Adoncques, le roi de la presse pop circonscrit *le Devoir* de toutes parts, et plus qu'on ne croit. Ne s'est-il pas vanté au *Globe and Mail*, en février dernier, d'avoir lui-même conseillé à Jean-Louis Roy

d'aller davantage du côté de l'économie et de la finance? Ce qui fut chose faite à peine deux mois plus tard, avec le lancement d'un cahier quotidien dans ce domaine. Le moins qu'on puisse dire, c'est que Péladeau est devenu un conseiller influent au *Devoir*. Tant qu'à faire, il aurait peut-être pu conseiller aussi d'augmenter le personnel et de hausser les salaires du *Devoir* au niveau de ceux du *Journal de Montréal*. Mais non, j'oubliais, les journalistes du *Devoir* travaillent pour une cause sacrée, ce sont les derniers apôtres de notre société laïcisée, et non de vulgaires pisse-copies qui travaillent pour le fric. Vade retro, satana Pelado!

On peut voir un effet des nouvelles liaisons de la direction du *Devoir* dans le conservatisme de plus en plus manifeste qui émane des attitudes et des éditoriaux de Jean-Louis Roy. Où est passée la fronde du *Devoir*? Claude Ryan, en comparaison, donne l'impression d'avoir été Robin des bois. Jean-Louis Roy a décidé de courtiser les nouveaux leaders économiques du Québec. Une stratégie qui lui permettra peut-être de sauver la peau du *Devoir*, financièrement parlant, mais le journal de la rue Saint-Sacrement est assurément en train d'y perdre son âme.

Tant va le *Devoir* à Péladeau qu'à la fin il se case... dans l'empire Quebecor. Mais, selon toutes probabilités, le journal d'Henri Bourassa n'appartiendra jamais à Pierre Péladeau, officiellement du moins. Il sera toujours, pour la galerie, un journal indépendant, mais avec peut-être un conseil d'administration de plus en plus fantôme, un directeur de plus en plus fantoche et une rédaction de plus en plus fadasse. Une fois que le principe de Peter gagne une entreprise, on ne peut plus l'arrêter. Il s'y propage de haut en bas à une vitesse effarante.

Dans ces conditions, le *Devoir* peut-il encore représenter les aspirations intellectuelles et morales du Québec? Peut-il encore attirer les forces vives de l'intelligentsia québécoise? En somme, peut-il continuer d'être un rassembleur d'intelligences et de talents?

J'en doute fort.